

La zone euro se porterait-elle mieux sans la Grèce ?

Une sortie de la Grèce serait-elle bénéfique ou catastrophique pour la zone euro ? Les partisans de l'option radicale y voient un moyen de repartir sur des bases plus saines mais pour de nombreux économistes elle risque d'ouvrir les vannes d'une contagion gravissime.

Ce scénario s'éloigne à court terme avec l'abandon du référendum en Grèce. Mais il a été à cette occasion pour la première fois mis publiquement sur la table par les responsables européens et peut revenir rapidement sur le devant de la scène compte tenu de l'ampleur de la dette grecque censée représenter au mieux 120% du PIB d'ici 2020.

Pour des économistes comme l'Américain Nouriel Roubini, qui avait prédit la crise des subprimes en 2007, et Hans-Werner Sinn, à la tête d'un institut d'études réputé en Allemagne (Ifo), l'Europe a tout à gagner à se séparer de la Grèce.

Arguments avancés : Athènes ne représente que 2% du PIB de la zone euro. Son départ ne perturberait pas outre mesure l'équilibre de l'Union monétaire et pourrait même lui éviter une nouvelle récession. Une rhétorique récemment reprise par le ministre français des Affaires européennes, Jean Leonetti.

«L'euro et l'Europe peuvent survivre» à une sortie de la Grèce, a-t-il assuré, «ce n'est pas parce que la potion est amère qu'il ne faut pas la prendre, parce que le malade est très gravement malade».

Une sortie permettrait à Athènes de déprécier sa monnaie nationale retrouvée, la drachme, et donc de renforcer sa compétitivité à l'exportation, tout en faisant tourner la planche à billets de banque centrale nationale pour ses besoins en financement, avancent les partisans de cette option.

Cette hypothèse laisse toutefois de côté le lourd tribut que devront payer les ménages et les entreprises grecques, sommés de rembourser des dettes contractées en euros avec une monnaie dévaluée et confrontés à une chute de leur pouvoir d'achat, une probable flambée du chômage et une inflation galopante. Mais, la situation ne serait guère plus rose pour la zone euro, qui risquerait de déclencher le début de son démantèlement



Photo : DR

plus de dix ans après sa création.

«C'est une idée assez allemande qu'on serait mieux sans la Grèce», met en garde Philippe Brossard, directeur de la société d'études économiques Macrorama. «Si tel était le cas, pourquoi aurait-on soutenu les Grecs ? Certainement pas par philanthropie, mais parce qu'il y a une imbrication extraordinaire entre les

pays de la zone euro» avec des risques de réaction en chaîne, souligne-t-il.

Premier risque, un scénario de contagion au secteur financier comparable au séisme constaté en 2008 après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers.

L'exposition des banques européennes à la dette grecque est connue mais les autres acteurs du

secteur financier n'ont pas tous joué le jeu de la transparence, ce qui pourrait entraîner un phénomène de défiance et de nouvelles turbulences sur les marchés.

Autre conséquence : la question sur toutes les lèvres sera «qui est le prochain?», résume Sony Kapoor, du centre de réflexion Re-Define.

Craignant de nouvelles défections, les marchés risquent d'entrer dans une ère du soupçon en cherchant le prochain maillon faible de la zone euro en matière de dette. L'Italie sera la première dans leur ligne de mire.

La troisième économie de la zone euro inquiète déjà au plus haut point. Elle est lestée par une dette de 1 900 milliards d'euros (120% de son PIB) et souffre d'une croissance atone depuis de nombreuses années.

Le risque est donc que la prime de risque que doit payer Rome sur les marchés continue d'augmenter, rendant son financement encore plus difficile.

«Au-delà de la satisfaction morale de se dire "on s'est débarrassé du problème grec", le scénario est coûteux pour tout le monde», résume M. Brossard.

La Grèce négocie avec la zone euro le déblocage de 80 milliards d'euros

La Grèce négocie avec la zone euro le déblocage d'ici «fin février» de 80 milliards d'euros dans le cadre du plan de désendettement du pays adopté dans la nuit du 26 au 27 octobre à Bruxelles, a indiqué hier le ministre grec des Finances.

Ces sommes sont requises «pour la mise en œuvre du PSI (le programme d'échange des obligations grecques détenues par les créanciers privés), la recapitalisation du système bancaire grec et la première tranche du nouveau prêt» de 100 milliards d'euros promis par la zone

euro, a indiqué le ministre dans un communiqué, fixant les besoins financiers du pays au-delà de la crise politique qui le secoue.

«Le total est au niveau (...) des 80 milliards d'euros» pour assurer le «sauvetage de l'économie grecque», ajoute le texte.

L'ampleur de la somme s'explique notamment par le fait que l'accord de Bruxelles inclut des garanties aux banques en échange de leur acceptation de pertes de 50% pour l'effacement de près d'un tiers de la dette publique grecque, et une enveloppe de 30 milliards pour assurer la recapitalisation des banques grecques.

Le ministère invoque le caractère crucial de cette négociation pour souligner que le pays doit pouvoir «être représenté en toute

validité et offrir les garanties politiques nécessaires» lors de la prochaine réunion de l'Eurogroupe prévue lundi à Bruxelles. Ces assurances grecques seront aussi nécessaires «pour le versement en temps voulu de la sixième tranche, de 8 milliards d'euros», du premier prêt de 110 milliards consenti au pays en mai 2010.

La Grèce a besoin de ces fonds d'ici le 15 décembre sous peine de cessation de paiement, a prévenu jeudi le ministre.

Cette perfusion a été suspendue par les bailleurs de fonds après l'annonce par Athènes lundi d'un projet de référendum sur le plan anti-crise, qui a semé l'émoi dans la zone euro et déclenché une crise politique en Grèce, où le gouvernement jouait hier sa survie dans l'attente d'un vote de confiance au Parlement.

Face au tollé, la Grèce a finalement officiellement annoncé hier matin, par la voix de M. Vénizélos, qu'elle renonçait à un référendum.

FINANCES DE L'OMS

Le Conseil exécutif veut des réformes

Le Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé a fait part cette semaine de sa volonté de réformer les finances de l'organisation, alors que la crise persistante n'est pas sans conséquence sur son budget, a indiqué hier un responsable de l'OMS.

Réunis en session extraordinaire, le Conseil exécutif de l'OMS devait se pencher sur une série de propositions, dont celle d'«abaisser les coûts en francs suisses en réduisant la taille du secrétariat au siège, «par exemple par un redéploiement d'une partie du personnel dans des lieux d'affectation moins onéreux».

Le Conseil exécutif n'a pas pris de décision concrète en ce sens, mais a donné son feu vert à une réforme de l'OMS. Il a ainsi décidé d'examiner en janvier 2012 un «mécanisme permettant d'accroître la prévisibilité et la flexibilité du financement» de l'OMS, indique un communiqué.

Mais, «il n'y aura pas de big bang» mais un «processus qui prend du temps», a déclaré aux

médias un des directeurs de l'OMS, Daniel Lopez-Acuna. Il a par ailleurs expliqué que les ressources financières et en personnel vont être progressivement

transférées vers des programmes dans les pays, et qu'en fonction des fonds existants et des priorités de l'OMS certaines activités pourraient être abandonnées. «Certaines activités pourraient ne pas être financées complètement et cela affectera certainement le personnel (...) travaillant dans ce secteur», a-t-il indiqué. Le Conseil exécutif a également

demandé au directeur général de prendre des «mesures immédiates» et de présenter un rapport sur la question début janvier 2012, ajoute l'OMS dans un communiqué, sans plus de précision. En mai dernier, les 193 Etats membres de l'OMS avaient adopté un budget d'austérité pour 2012-2013, face aux 300 millions de dollars de déficits enregistrés

compte tenu des baisses des contributions des donateurs.

Le budget d'austérité aura pour conséquence des coupes dans les effectifs de l'organisation à Genève, qui avait annoncé que 300 postes ne seraient pas reconduits sur les 2 400 que compte le siège. L'organisation dispose de près de 8 500 collaborateurs dans le monde.

Le G20 va accepter d'apporter des ressources supplémentaires au FMI

Le G20 va accepter d'apporter des ressources supplémentaires au Fonds monétaire international (FMI) face à la crise, «rapidement si nécessaire», a annoncé hier le président de l'Union européenne Herman Van Rompuy en marge du sommet de Cannes (France).

«Le G20 est prêt (...) à accorder des ressources additionnelles au FMI et à les mettre en œuvre rapidement si nécessaire», a-t-il déclaré à la presse peu avant la fin de la réunion.

Selon lui, trois «options concrètes» seront définies par les ministres des

Finances des grandes puissances riches et émergentes «d'ici leur prochaine réunion».

Il a évoqué «des contributions bilatérales au FMI comme cela a été fait lors de la crise financière de 2009» et des émissions de droits de tirage spéciaux (DTS), une sorte d'actif de réserve créé par le Fonds, «pour des contributions volontaires».

La troisième option serait une «entité spécifique créée au sein du FMI», «une sorte de trust fund» ou compte spécial alimenté par des contributions volontaires, a ajouté Herman Van Rompuy. «Un certain nombre de pays ont dit leur disponibilité à

contribuer à cette augmentation», a assuré le président de l'UE, sans les citer.

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a dit, lors de la même conférence de presse, que l'augmentation des ressources du Fonds ne visait pas spécifiquement les pays de la zone euro mais tous ceux qui en auraient besoin.

Les Etats-Unis étaient opposés à une augmentation générale des ressources permanentes du FMI et le G20 a donc opté pour des contributions plus ponctuelles et volontaires.